

PROCEDURE ADAPTEE

en application des articles L.2113-15 et R.2123-1 du code de la commande publique



MARCHE N° 2025-08

Marché de séances de sensibilisation à l'hygiène bucco-dentaire accompagnées d'un dépistage bucco-dentaire individuel auprès des enfants scolarisés en grande section de maternelle.

Règlement de Consultation

Date limite de remise des offres : Le lundi 18 août 2025 avant 12H00

Date limite pour poser des questions : Le lundi 04 août 2025

L'Acheteur

CPAM LILLE DOUAI

2 rue d'Iena

59000 LILLE

SOMMAIRE

I.	Identification de l'acheteur	3
II.	L'objet du marché.....	3
III.	Etendue et condition de consultation.....	3
3.1	Mode de consultation	3
3.2	Forme de l'accord-cadre.....	3
3.3	Durée du marché	4
3.4	Allotissement.....	4
3.5	Variante et prestations supplémentaires éventuelles	4
3.6	Délai de Validation des offres.....	4
3.7	Lieu d'exécution	4
IV.	Dispositions générales	4
4.1	Structure et Forme juridique de l'attributaire	4
4.2	Compléments à apporter au dossier de consultation	5
V.	L'Appel à concurrence	5
VI.	Présentation et contenu des offres	6
6.1	Pièces de candidature	6
4.2	Analyse des candidatures	6
4.3	Contenu des offres	6
VII.	Jugement des offres	6
7.1	Critères et modalités de jugements des offres	7
7.2	Classement définitif.....	7
VIII.	Dispositions particulières	7
IX.	Présentation et contenu des propositions.....	8
9.1	Modalités de dépôt sur la plateforme.....	8
9.2	Accompagnement.....	8
9.3	Copie de sauvegarde	8
9.4	Présentation des offres	10
X.	Suite à donner à la consultation.....	10
XI.	Renseignements complémentaires	11
XII.	Voies et délais de recours	12

I. Identification de l'acheteur

Selon l'article L1211-1 du code de la commande publique, l'Acheteur est :

CPAM LILLE DOUAI

2 rue d'Iena

59000 LILLE

@ : <https://www.marches.cpam-lille-douai@assurance-maladie.fr>

Le responsable du marché est Madame la Directrice Carole GRARD

II. L'objet du marché

La signature du présent marché suppose que le titulaire connaît parfaitement les tâches qui lui sont confiées et entraîne une obligation, sans restriction, de toutes les clauses prévues dans les documents contractuels. Le Titulaire ne pourra faire état d'aucune erreur ou omission pour s'y soustraire.

L'objet de cette consultation est la mise en œuvre d'actions de prévention bucco-dentaire (sensibilisation, dépistage) auprès des enfants de grande section (GS) de maternelle en réseau d'éducation prioritaire et quartier prioritaire de la politique de la ville de la circonscription de la CPAM de Lille Douai sur des communes où le recours aux soins est faible.

Code CPV :

85130000-9 Services de soins dentaire

Le détail des prestations est repris dans le Cahier des clauses techniques particulières du dossier de consultation des entreprises.

III. Etendue et condition de consultation

3.1 Mode de consultation

Le marché est un accord-cadre passé selon la procédure adaptée, en application des articles L.2113-15 et R.2123-1 du code de la commande publique relatifs aux services sociaux et autres services spécifiques (dérogant ainsi à la procédure d'appel d'offre) et de l'arrêté du 19 juillet 2018 portant réglementation sur les marchés des organismes de sécurité sociale du Régime Général

3.2 Forme de l'accord-cadre

La technique d'achat choisie est l'accord-cadre en vertu de l'article L.2125-1-1° du Code de la commande publique.

La forme retenue est l'accord-cadre mono-attributaire conformément à l'article R2162-8 du Code de la commande publique.

Cet Accord-cadre s'exécute au fur et à mesure de l'émission de bons de commandes dans les conditions fixées aux articles R2162-13 et R2162-14 du code de la commande publique.

En application de l'article R2162-4 du Code de la commande publique, l'accord-cadre est conclu avec un montant maximum fixé à 400 000.00 € HT pour les 2 lots sur la durée totale de l'accord-cadre (soit 4 ans).

Aucune modification de l'accord-cadre ne pourra être effectuée sans la notification d'un avenant.

3.3 Durée du marché

La date prévisionnelle de début des prestations est prévue à la date de notification jusqu'au 31 août 2026, assujettie à trois périodes de reconduction tacite d'un an, soit une durée maximale de 4 années.

La reconduction sera signifiée au Titulaire le cas échéant trois mois avant la date d'échéance par courrier.

Soit avant le 31 mai 2026 pour la première reconduction.

Soit avant le 31 mai 2027 pour la seconde reconduction.

Soit avant le 31 mai 2028 pour la troisième reconduction.

Le marché se terminera en date du 31 août 2029.

3.4 Allotissement

La présente consultation est allotie de façon suivante :

- Lot 1 : Séance de sensibilisation à l'hygiène bucco-dentaire
- Lot 2 : Séance de sensibilisation à l'hygiène bucco-dentaire accompagnée d'un dépistage bucco-dentaire individuel

Le soumissionnaire pourra postuler pour un ou plusieurs lots.

Pour information, à ce jour, les prestations de prévention bucco-dentaire de la CPAM de Lille Douai sont exclusivement axées sur le lot 2.

3.5 Variante et prestations supplémentaires éventuelles

La présente consultation ne comporte pas de prestation supplémentaire éventuelle.

La présente consultation ne comporte pas de variante

3.6 Délai de Validation des offres

Le délai de validité des offres est de 90 jours à compter de la date limite fixée pour la remise des offres.

3.7 Lieu d'exécution

Les lieux d'exécution sont les différentes écoles en réseau d'éducation prioritaire et de quartier prioritaire de la politique de la ville de la circonscription de la CPAM de Lille Douai sur des communes où le recours aux soins est faible.

Le détail sera fourni à chaque rentrée scolaire par la CPAM de Lille - Douai.

IV. Dispositions générales

4.1 Structure et Forme juridique de l'attributaire

Forme juridique

Le Titulaire précisera dans son mémoire d'offres, la structure de sa société ou association, la répartition de son capital social, ainsi que l'organigramme financier mettant en exergue sa position, son appartenance, ses éventuelles filiales.

Structure

Les opérateurs économiques sont autorisés à se porter candidats seuls ou sous forme de groupements solidaire ou conjoint. En cas de groupement conjoint, le mandataire devra être solidaire de ses cotraitants. Il est interdit de soumissionner en agissant à la fois en qualité de candidat individuel et de membre d'un ou plusieurs groupements, ou en qualité de membre de plusieurs groupements.

Pour les candidats constitués en groupement, il est précisé que les pièces justificatives demandées au chapitre VI du présent règlement de consultation devront être fournis par chacun des membres du groupement, à l'exception de la lettre de candidature fournie en un seul exemplaire, signée par tous les membres.

En cas de groupement, l'appréciation des capacités professionnelles, techniques et financières des membres du groupement est globale. Il n'est pas exigé que chaque entreprise ait la totalité des compétences requises pour l'exécution du marché.

Pour justifier des capacités professionnelles, techniques et financières d'autres opérateurs économiques sur lesquels il s'appuie pour présenter sa candidature, le candidat doit produire les mêmes documents concernant cet opérateur économique, que ceux exigés à son égard. En outre, il devra justifier des capacités de cet opérateur économique pour l'exécution du marché. Le candidat doit également produire un engagement écrit de l'opérateur économique.

4.2 Compléments à apporter au dossier de consultation

Les candidats n'ont pas à apporter de compléments aux documents constituant le dossier de consultation.

Si toutefois, le soumissionnaire constate une erreur dans le dossier de consultation, il en fera part à la CPAM de Lille – Douai via la plateforme PLACE.

L'acheteur se réserve le droit d'apporter au plus tard huit jours calendaires avant la date limite fixée pour la remise des offres, des modifications de détail ou des compléments au dossier de consultation. Les soumissionnaires devront alors répondre sur la base du dossier modifié sans pouvoir élever aucune réclamation à ce sujet.

Les réponses à la consultation entraînent obligatoirement l'acceptation pleine et entière de ces documents, sans aucune restriction, ni modification, ni réserve.

Chaque offre présentée devra être entièrement conforme au dossier de consultation.

Si pendant l'étude du dossier par les candidats, la date limite fixée pour la remise des offres est reportée, les dispositions précédentes sont applicables en fonction de cette nouvelle date.

V. L'Appel à concurrence

Remise du dossier de consultation aux entreprises

Selon l'article R2132-4, l'Acheteur met à disposition le dossier de consultation par voie électronique sur la plateforme : <https://www.marches-publics.gouv.fr/entreprise>

Il appartient à chaque candidat de vérifier qu'il dispose de l'intégralité des pièces constitutives du dossier pour établir son offre.

En conséquence, il est fortement conseillé aux entreprises de s'identifier dès la phase du téléchargement avec une adresse mail fréquemment consultée par la personne ayant en charge la consultation et de mettre l'adresse <https://www.marches-publics.gouv.fr/entreprise> « en contact » pour permettre la réception le cas échéant des échanges de messages ou de courriers pour qu'ils ne basculent pas dans les spams ou en courriers indésirables.

Conformément aux articles R.2132-1 à R.2132-14 du Code de la Commande Publique, le présent marché fait l'objet d'une procédure dématérialisée. Cette procédure permet aux candidats qui le souhaitent de télécharger les documents de consultation sur un réseau électronique et de déposer une offre par voie électronique via le site <https://www.marches-publics.gouv.fr/entreprise>

VI. Présentation et contenu des offres

6.1 Pièces de candidature

Les pièces de candidature à produire sont les suivantes :

- Une lettre de candidature et d'habilitation du mandataire par ses cotraitants (formulaire DC1 recommandé ou équivalent).
- Déclaration du candidat (DC2)
- Le pouvoir : document relatif aux pouvoirs de la personne habilitée pour engager l'entreprise candidate.
- Références et/ou expériences détaillées et vérifiables de prestations exécutées au cours des trois (3) dernières années (montants, dates, destinataires) ou en cours de réalisation ou tous autres justificatifs permettant de prouver la capacité du candidat à exécuter le marché.
- Des certificats de qualification professionnelle établis par des organismes indépendants : tout moyen de preuve équivalent est accepté ainsi que des certificats d'organismes établis dans d'autres états membres.
- La copie du ou des jugements prononcés, si le candidat est en redressement judiciaire.
- Une note décrivant les caractéristiques du groupement et notamment le mandataire, cotraitant et sous-traitant éventuels.
- Le Titulaire devra justifier à tout moment qu'il dispose d'une police individuelle d'assurance couvrant les responsabilités pouvant lui incombent, du fait d'une dégradation liée à l'intervention et à son activité professionnelle, couvrant les accidents corporels ou matériels, ainsi qu'une police individuelle d'assurance de type responsabilité civile de chef d'entreprise pour les dommages causés au tiers.

6.2 Analyse des candidatures

La validation des candidatures est effectuée dans les conditions prévues aux articles R. 2144-3 à R. 2144-7.

Toutefois, l'Acheteur du marché peut, lorsqu'il constate que les pièces administratives demandées à l'article 6.1) du présent règlement de la consultation sont incomplètes, demander à tous les candidats concernés de compléter ces pièces dans un délai identique pour tous les candidats et qui ne saurait être supérieur à 7 jours.

Toute réponse, ne respectant pas les exigences formulées dans le règlement de consultation selon les articles L.2152-1 à L.2152-4, ou considérée comme anormalement basse selon les articles L.2152-5 et L.2152-6. L'entreprise devra justifier de cette offre.

6.3 Contenu des offres

L'offre du candidat est composée des éléments suivants :

- L'(Les) acte(s) d'engagement entièrement renseigné, sans aucune modification ni rature,

Cet (ces) acte(s) d'engagement sera (seront) accompagné(s) éventuellement par les demandes d'acceptation des sous-traitants, et d'agrément des conditions de paiement, pour tous les sous-traitants désignés au marché (à joindre par le candidat : engagement sous-traitance ou formulaire DC4).

- Le (les) Bordereau(x) de Réponse Technique complété fourni par l'Acheteur accompagné par le mémoire technique.

VII. Jugement des offres

Les offres régulières, acceptables et appropriées, et qui n'ont pas été rejetées en application des articles R. 2152-1 à R. 2152-7 et R. 2152-11, sont classées par ordre décroissant en appliquant les critères d'attribution énoncés ci-dessous.

7.1 Critères et modalités de jugements des offres

1/ La valeur du mémoire technique pour 80 %

Sous critère techniques	Points (60)
Organisation mis en œuvre pour garantir une bonne exécution des prestations : - <i>L'agrément de l'éducation nationale s'il existe</i> - <i>Description du titulaire, de ses compétences dans le domaine de l'animation</i> - <i>Une méthodologie rappelant le descriptif de l'action, le matériel utilisé et justifiant la faisabilité de l'action.</i> - <i>Les outils utilisés pour l'animation (pédagogique)</i>	30 points
Moyens humains et matériels affectés aux prestations (Fournir par catégorie professionnelle, le nombre de personnes, les qualifications, les diplômes) : - <i>Moyens humains pour les séances de sensibilisation</i> - <i>Moyens humains utilisés pour les séances de dépistages (lot 2 exclusivement)</i> Le soumissionnaire indiquera le nombre d'intervenants suivant le nombre d'enfants à sensibilisés et dépistés par classe.	20 points
Divers : - <i>Le détail des territoires d'intervention,</i> - <i>Le descriptif des rapports d'activité fourni de l'année,</i> - <i>Les comptes de bilan et de résultat de l'exercice N pour l'ensemble de l'association, signés par le président ou toute personne habilitée.</i>	10 points
Sous critère RSE	Points (20)
Engagement environnementale et social : - <i>Présentation des actions, concernant l'insertion professionnelle des personnes éloignées de l'emploi.</i> - <i>Le descriptif en matière de recyclage des déchets (prestataire utilisé).</i> - <i>Le bilan carbone.</i> - <i>La fiche technique concernant la brosse à dents sans perturbateur endocrinien.</i>	20 points

2/ Le prix pour 20 %

L'offre la mieux disante obtiendra le maximum de point.

Le prix le plus bas x coef. de pondération de 20%

Le prix examiné du candidat

Les notes seront arrondies au dixième après la virgule.

7.2 Classement définitif

Il sera fait la somme des notes, ce qui donnera une note sur 100 points. En cas d'égalité, l'acheteur tranchera en fonction des éléments transmis.

L'offre technique du candidat devra avoir une pondération au moins égale à 30 points sur 60 points. A défaut, l'offre du candidat sera déclarée insuffisante et sera par conséquent irrecevable.

VIII. Dispositions particulières

Si au terme de la consultation, un candidat est informé que son offre n'est pas retenue, il ne pourra prétendre à aucune indemnité, ni élever aucune réclamation dans l'hypothèse où l'Acheteur ne passerait pas avec lui le marché correspondant.

L'acheteur se réserve le droit de ne pas donner suite à la présente consultation.

IX. Présentation et contenu des propositions

Les offres seront remises avant la date et heure limite fixée sur la page de garde du document.

9.1 Modalités de dépôt sur la plateforme

Les candidatures et les offres doivent être remises sur la plateforme <https://www.marches-publics.gouv.fr/entreprise>

Pour répondre à la consultation sous forme dématérialisée, la personne habilitée à engager le soumissionnaire doit être inscrit sur la plateforme précitée.

9.2 Accompagnement

Plusieurs documents et informations sont disponibles à la rubrique « aide » de la plateforme :

- Manuel d'utilisation afin de faciliter le maniement de la plateforme
- Assistance téléphonique
- Module d'autoformation à destination des candidats
- Foire aux questions
- Outils informatiques

9.3 Copie de sauvegarde

Le candidat pourra envoyer une copie de sauvegarde identique à la réponse électronique à l'organisme sous forme de clé USB sous enveloppe mentionnant « Copie de Sauvegarde Marché n° 2025-08 » avec le nom du candidat identifié à l'adresse suivante :

CPAM de Lille- Douai

Service Logistique

125 rue Saint Suplice

59508 DOUAI

Cette copie de sauvegarde sera envoyée en recommandé avec accusé de réception et sera ouverte lorsque la candidature ou l'offre électronique :

Contient un programme informatique malveillant (ou « virus ») ;

Est réceptionnée hors délai, si la CPAM de Lille - Douai dispose d'éléments tangibles montrant que le pli a commencé à être transmis avant l'échéance de fermeture de la remise des plis et si la copie de sauvegarde est, elle, parvenue dans les délais ;

N'a pas pu être ouverte par la CPAM de Lille - Douai.

Nouveau mode de transmission de la copie de sauvegarde


L'arrêté n°ECOM2308848A du 14/04/2023 modifie les articles 2-I et 4 de l'annexe 6 du code de la commande publique « fixant les modalités de mise à disposition des documents de la consultation et de la copie de sauvegarde » afin d'ajouter un nouveau mode de transmission de la copie de sauvegarde à ceux existants pour les supports papier ou supports physiques électroniques.

Les possibilités de remise de copie de sauvegarde par voie électronique sont les suivantes :

- La Lettre recommandée électronique :
 - Liste des produits et services qualifiés par l'ANSSI pour la France (en pages 20-21) : [liste-produits-et-services-qualifies.pdf \(ssi.gouv.fr\)](#)
 - Liste des produits et services qualifiés pour l'Europe : [eIDAS Dashboard \(europa.eu\)](#)
- Tous les autres services qui permettent l'envoi et la réception de fichier en respectant les exigences de l'annexe 8 du code de la commande publique.

Cette copie comporte obligatoirement la mention : « COPIE DE SAUVEGARDE ».

Elle est transmise par dépôt sécurisé via le bouton « Ma page de dépôt sécurisée » ou via le QR code suivant, qui permettent un accès sécurisé à la page dépôt gratuite que l'acheteur met à disposition des candidats.

	
Modalités de dépôt sur « Ma page de dépôt sécurisée »	
Lors de votre connexion à cette espace	1. Renseigner votre adresse courriel de préférence générique, 2. Cocher la case « <i>Vous acceptez que votre adresse e-mail soit communiquée au propriétaire de cette page de dépôt</i> ». 3. Puis valider
Dans votre boîte courriel	4. Aller sur le courriel réceptionné de : <i>[BlueFiles no-reply@bluefiles.com]</i> <i>Objet : [BlueFiles] Votre lien vers la page de dépôt</i> <i>Ce courriel contient un lien sécurisé pour transmettre votre document.</i> <i>Cette étape de vérification sécurisée permet à BLUEFILES de se protéger des robots qui déposent des fichiers de façon malveillante et automatique.</i> 5. Déposer votre copie de sauvegarde en cliquant sur le bouton « <i>Déposer un contenu</i> » puis accéder à la page de dépôt de la CPAM Lille Douai.
Sur la page de dépôt	6. <u>Saisir l'objet suivant</u> : <u>Marché 2025-08 COPIE DE SAUVEGARDE</u> <u>Et les mentions suivantes</u> : « NE PAS OUVRIR » « Le nom de la société » 7. Insérer votre message, 8. Ajouter votre fichier ou votre dossier, 9. Cocher la case « Recevoir un accusé de réception » <u>(Important de respecter ce point, cela permet que l'outil BLUEFILES informe l'Acheteur</u>

de la mise à disposition d'une copie de sauvegarde et lui indique les modalités de récupération. Et cela précise également l'heure et la date exactes de la réception de la copie de sauvegarde, par l'Acheteur, qui sont déterminées avec précision (horodatage qualifié au sens du règlement eIDAS).

9.4 Présentation des offres

L'offre doit être déposée sur la page de réponse de la plate-forme, spécifique à une consultation dans l'espace qui lui est réservé.

Les documents seront fournis dans l'un des formats suivants :

Format Word (.doc) dont la version est au minimum Word 6.0

Format Excel (.xls) dont la version est au minimum Excel 5.0

Format Acrobat (.pdf) dont la version est au minimum Acrobat 4.0

Format RTF (.rtf)

Les fichiers seront nommés ci-après « nom_fichier.ext » (exemples : DC1.ext, AE.ext, mémoire.ext) où .ext correspond à l'une des extensions des formats ci-dessus acceptés par la plate-forme (ex. : .doc, .pdf).

Ensuite un fichier unique sera compressé au format .zip appelé « nnn-nnn-nnn_enveloppe1.zip » où « nnn-nnn-nnn » est le numéro de SIREN du soumissionnaire.

X. Suite à donner à la consultation

A l'issue de l'analyse des offres, l'Acheteur pourra procéder à une négociation avec les candidats en vue du choix de l'offre économiquement la plus avantageuse.

La collectivité n'est pas tenue de négocier ; toutefois, elle se réserve cette possibilité dans le respect des principes de liberté d'accès à la commande publique, d'égalité de traitement des candidats et de transparence des procédures selon l'article L.3 du CCP.

S'il décide de négocier, l'Acheteur en informera les candidats admis par une invitation transmise par voie électronique (uniquement par le biais du profil d'acheteur <https://www.marches-publics.gouv.fr/entreprise>)

Les négociations pourront porter tant sur le prix que la qualité des prestations proposées dans les offres présentées. Chaque invitation précisera les points de l'offre soumis à la négociation ainsi que le déroulé de celle-ci (dont notamment le délai imparti aux candidats pour faire leur proposition). La négociation pourra être menée par échanges écrits et/ou oraux et/ou en plusieurs tours.

Conformément aux dispositions prévues à l'article R.2152-1 du CCP, les offres inappropriées sont éliminées. Les offres irrégulières ou inacceptables peuvent devenir régulières ou acceptables au cours de la négociation à condition qu'elles ne soient pas anormalement basses.

Lorsque la négociation a pris fin, les offres demeurantes irrégulières ou inacceptables sont éliminées. Toutefois, conformément aux dispositions prévues à l'article R.2152-2 du CCP, l'acheteur peut autoriser tous les soumissionnaires concernés à régulariser les offres irrégulières dans un délai approprié, à condition qu'elles ne soient pas anormalement basses. La régularisation des offres irrégulières ne peut avoir pour effet d'en modifier des caractéristiques substantielles.

L'Acheteur pourra néanmoins attribuer le marché sur la base des offres initiales sans négociation.

L'Acheteur peut, en accord avec le candidat retenu, procéder à une mise au point des composantes du marché sans que ces modifications puissent remettre en cause les caractéristiques substantielles notamment financières du marché.

Le candidat retenu sera en outre invité à produire les attestations mentionnées aux articles R.2143-6 à R.2143-10 du CCP et/ou au Code du travail, dans un délai maximum de 10 jours à compter de la demande adressée par la personne publique avant la conclusion du marché, soit :

- La déclaration sur l'honneur justifiant que le candidat n'entre dans aucun des cas d'interdiction de soumissionner ;
- Les attestations et certificats délivrés par les organismes compétents prouvant qu'il a satisfait à ses obligations fiscales et sociales ;
- Les pièces prévues aux articles R.1263-12, D.8222-5 ou D.8222-7 ou D.8254-2 à D.8254-5 du Code du travail ;
- La production d'un extrait du registre pertinent, tel qu'un extrait K, un extrait Kbis, un extrait D1 ou, à défaut, d'un document équivalent délivré par l'autorité judiciaire ou administrative compétente du pays d'origine ou d'établissement du candidat, attestant de l'absence de cas d'exclusion ;
- Lorsque le candidat est en redressement judiciaire, le candidat produit la copie du ou des jugements prononcés prouvant qu'il est habilité à poursuivre ses activités pendant la durée prévisible d'exécution du marché public.

L'offre la mieux classée sera donc retenue à titre provisoire en attendant que le candidat produise ces pièces. A défaut de production dans les temps impartis, son offre sera rejetée et le marché sera attribué à l'offre classée en deuxième position, dans les mêmes conditions.

Informations importantes :

Les certificats attestant de la moralité fiscale et sociale sont à demander aux administrations concernées. Ces administrations peuvent mettre plusieurs semaines pour produire ces attestations.

Il est donc fortement recommandé aux candidats de demander ces attestations bien avant la date de remise des offres afin d'être prêts à pouvoir produire ces pièces, dans le cas où leur offre serait retenue, dans le délai imparti par L'acheteur. Ces pièces peuvent également être obtenues par télé procédure.

Par ailleurs, il est précisé que les attestations d'assurance en responsabilité civile et/ou décennale couvrant les risques dus à l'exercice de son activité seront exigés du titulaire dès sa désignation.

Enfin, il est rappelé que seul le candidat retenu sera invité à signer sous forme manuscrite l'AE et ses éventuelles annexes transmis en format PDF par le biais de la plateforme de dématérialisation de l'acheteur et selon les modalités fixées dans le courriel.

XI. Renseignements complémentaires

Pour obtenir tous les renseignements complémentaires qui leur seraient nécessaires au cours de leur étude, les candidats devront déposer leurs questions d'ordre administratif ou technique à l'adresse suivante : <https://www.marches-publics.gouv.fr/entreprise>

La limite pour poser des questions est fixée à 8 jours avant la date de remise des offres.

En cas d'incertitude ou s'il apparaît dans des documents de consultation des divergences, des omissions ou des erreurs qui pourraient conduire à la réalisation incorrecte ou incomplète des prestations, le candidat devra prendre tous renseignements qui lui paraissent nécessaires via la plateforme :

<https://www.marches-publics.gouv.fr/entreprise> pendant la phase de consultation. Une réponse sera alors adressée en temps utile à toutes les entreprises ayant retirées le dossier.

XII. Voies et délais de recours

En cas de litige et après épuisement des voies amiables, la juridiction compétente est le tribunal administratif de LILLE.

Adresse : 13 avenue du Peuple Belge
59034 LILLE CEDEX

Les recours ouverts aux candidats sont les suivants :

Voies et délais des recours dont dispose le candidat :

- Référé précontractuel prévu aux articles L.551-1 à L.551-12 du Code de justice administrative (CJA), et pouvant être exercé avant la signature du contrat.
- Référé contractuel prévu aux articles L.551-13 à L.551-23 du CJA, et pouvant être exercé dans les délais prévus à l'article R. 551-7 du CJA.
- Recours pour excès de pouvoir contre une décision administrative prévu aux articles R. 421-1 à R. 421-7 du CJA, et pouvant être exercé dans les 2 mois suivant la notification ou publication de la décision de l'organisme. Le recours ne peut plus, toutefois, être exercé après la signature du contrat.
- Recours de pleine juridiction ouverte aux concurrents évincés, et pouvant être exercé dans les deux mois suivant la date à laquelle la conclusion